

## En contexte d'incertitudes : apporter du bien/du bon via l'alimentation

*Chantal Crenn, Pr en anthropologie UPV et DUA UMR SENS Montpellier ; Sarah Marchiset, Doctorante en anthropologie UPV et DUA UMR SENS Montpellier ; et Isabelle Techoueyres, anthropologue ingénieure de recherche (associée à Passages Bordeaux), AoFOOD webjournal.*

### Éléments de contexte

Cette communication s'inscrit dans le cadre du projet européen FOOD2GATHER dans lequel six équipes questionnent, en coopération avec des acteur.ices de terrain, les manières dont l'alimentation peut agir comme vecteur de création d'un en-commun (Tibère 2018), d'un en-partage (Crenn 2020) mais aussi de désaffiliation (Castel 2009), en contexte migratoire et de relations interethniques hiérarchisées. En France, ce projet se concrétise par une recherche en cours menée en territoires bordelais et à Sainte-Foy-La-Grande.

Démarré en mai 2019, ce travail s'inscrit dans un contexte dominant d'inhospitalité publique (constaté depuis plus de 20 ans, cf. Fassin, Morice, Quiminal 1997) que les notions de frontière (physique et symbolique), travaillées notamment par Didier Fassin (2010) et Michel Agier (2012), ou encore celle de valeur des vies (Fassin 2018 ; Butler 2019) permettent d'analyser. Notre enquête prolonge les réflexions déjà engagées au sein des sciences humaines autour de l'« accueil » des « personnes en situation de déplacement » (Corbet 2020). L'apport spécifique de ce travail réside dans la prise en compte particulière de l'alimentation « de la fourche à la fourchette » (Corbeau 2000) croisée avec les questions de logement et de travail (agricole, notamment dans les vignobles, et dans la restauration) permettant de décortiquer et donner à comprendre les dimensions concrètes et les enjeux des (in)hospitalités qui se déploient en ville et à la campagne.

Notre recherche a traversé des temporalités spécifiques dont la prise en compte est centrale à l'objet d'étude. Elle se situe à la suite de ce qui a été majoritairement nommé « crise migratoire » dans l'arène politico-médiatique à partir de 2015 et qui mérite d'être déconstruit<sup>1</sup>. Dans un contexte d'inégalités sociales croissantes, de généralisation de la « gestion des incertitudes » (selon l'expression de Robert Castel) et de montée des extrêmes droites en Europe, notre recherche montre comment une pluralité de personnes « établies » forment une sorte de kaléidoscope des « solidarités » (ainsi nommé par nos interlocuteur.ices) avec les personnes migrantes. Ceci révèle un continuum avec d'autres revendications sociales et politiques matérialisé par un engagement au sein d'associations, de collectifs, de syndicats ou encore du mouvement des Gilets jaunes (Abelès<sup>2</sup>, Wanich<sup>3</sup>). Les engagements pour la défense de l'environnement rejoignent également le paysage des luttes dans lesquelles s'inscrivent certains de nos interlocuteur.ices et parfois se traduit par la lutte

---

1 Plusieurs chercheurs ont déjà montré qu'il était essentiel de relativiser le discours politico-médiatique de « crise » affiché depuis 2015 en France et de manière plus large en Europe. Voir notamment : Gourdeau (2020) ; Héran (2017) ; Blanchard et Rodier (2016) ; Lengaro, Rodier, Vertongen (2019).

2 Marc Abelès, *Carnets d'un anthropologue, de Mai 68 aux Gilets jaunes*, Paris, O. Jacob, 2020.

3 Sophie Wahnich. « Intelligibilité des Gilets jaunes : lanterne magique ou cinéma ? », *Lignes*, vol. 59, no. 2, 2019, pp. 7-21.

pour l'accès à une alimentation dite « de qualité »<sup>4</sup> et par la remise en question du modèle alimentaire agro-industriel dominant.

A l'intérieur des solidarités tournées vers les personnes exilées précarisées, nécessité fait loi : il faut donner à manger à ces personnes. C'est ce que nous avons constaté aux balbutiements de notre enquête quand, l'été 2019, la préfecture de Gironde orchestrait une série d'expulsions de squats, mettant à la rue plus de 1200 personnes, pour la plupart « migrantes ». La mobilisation est passée directement par l'assiette, au rythme de coopérations inter-individuelles, inter-associatives, et inter-territoriales : la nourriture a fait l'objet de circulations, y compris de la campagne vers la ville et réciproquement.

En mars 2020, le Covid et les confinements successifs ont continué à donner le ton à notre travail. Les personnes en situation de migration, d'ordinaire déjà poussées aux marges de la société, ont expérimenté une augmentation des incertitudes auxquelles elles doivent faire face. La précarisation alimentaire se traduit par une dépendance (partielle, parfois totale) aux réseaux dits solidaires, pour se nourrir. En ville, le contraste entre l'injonction à « rester chez soi » débouchant sur la désertification de l'espace public, et les files de personnes en situation de précarité et souvent (mais pas seulement) de migration, attendant le long d'un trottoir de récupérer un colis alimentaire, a été saisissant. A la campagne, la mise en précarité des personnes dites « migrantes » (ainsi que des dites « autochtones ») s'est intensifiée par la fermeture partielle des associations d'aide alimentaire et les inégalités de traitement dus au choix politique des municipalités qui sélectionnent les « publics » prioritaires, dont sont exclus les « migrants ». Les « solidarités » s'organisent alors discrètement par des associations sur rendez-vous et par portage à domicile. Peu visibles, elles s'orchestrent dans les villages par interconnaissances, laissant ainsi l'espace public vide<sup>5</sup>.

Les « migrants »<sup>6</sup> représenteraient plus de la moitié des personnes inscrites à l'aide alimentaire, alors que ces personnes participent à l'économie agri-industrielle locale, travaillant majoritairement dans les vignobles bordelais, secteur qui traverse une crise économique forte due à la chute de la consommation de vin, la concurrence et le changement climatique. Entre ville et campagne, et de l'une à l'autre, nos interlocuteur.ices migrants se déplacent, habitent (souvent dans les interstices), mangent et travaillent. S'ils ne bénéficient pas ou peu de reconnaissance, ces personnes participent pourtant à définir le paysage agri-alimentaire dans son ensemble (viticole plus spécifiquement ici).

La majorité de nos interlocuteur.ices « engagés », y compris celles et ceux qui militent pour des modalités de production-consommation plus « durables », n'ont pas conscience de la place occupée par les personnes migrantes, invisibilisées et racisées, dans le paysage agri-alimentaire (cf. J. Guthman en Californie). Pourtant, la prise en considération du racisme est fondamentale : celui-ci structure de longue date l'économie alimentaire française, de la production agricole jusqu'à la restauration en passant par l'industrie, qui dépend de la force de travail de ces *étrangers* pour fonctionner.

---

4 Pour l'association Les Râteleurs en particulier, la notion de « qualité » se joue par la rupture avec la Grande distribution, le rapport à la terre et aux humains (des producteurs aux consommateurs) et se matérialise par l'emploi de termes tels que « permaculture », « durable » ou encore « nourricière » et dans l'organisation d'ateliers de cuisine de rue et création de potagers, par des méthodes d'éducation populaire.

5 cf. photographies de l'artiste Antony Bachetta.

6 Si les statistiques ethniques sont interdites en France, chaque association peut dénombrer approximativement « ses adhérents » par catégorie ethnique. <https://ccfd-terresolidaire.org/les-personnes-migrantes-en-premiere-ligne-dans-la-crise-alimentaire/>

Localement, aux dernières élections, le RN a obtenu des scores inédits dans ces terres radical-socialistes.

A la campagne comme en ville, l'aide alimentaire résulte du choix politique d'encourager ce système (Paturel 2018) reposant sur une vision utilitariste de l'alimentation dans lequel l'industrie agroalimentaire joue un rôle déterminant. Permettant le maintien des prix et les allègements fiscaux aux entreprises qui se débarrassent des invendus auprès des associations, ce système utilise finalement les mangeurs précaires de bout de chaîne comme variable d'ajustement (Bonzi 2021). Les quantités et « qualités » – subjectives – de la nourriture distribuée dépendent du travail bénévole fourni et de ce que les supermarchés auront à « donner ». La plupart du temps – et malgré les transformations culinaires opérées par les personnes témoignant de leur agentivité – cette nourriture peine à satisfaire la totalité des fonctions intrinsèques à l'alimentation : les « qualités » perçues ou imaginées par les uns ne trouvent pas forcément d'écho chez les autres ; les quantités ne sont pas toujours suffisantes. Les insatisfactions provoquées par un tel système, lorsqu'elles sont exprimées par les « récipiendaires » d'une telle aide, déclenchent souvent de fortes incompréhensions chez les bénévoles. Les tensions sont parfois vives. Pourtant, les activistes alimentaires<sup>7</sup> (Siniscalchi, 2015) « ne lâchent rien », comme nous le raconte Patrick du Secours Populaire. Il s'agit de faire de son mieux pour pallier à une urgence qui, paradoxalement, s'est pérennisée.

### Description de la question de recherche

La majorité de nos interlocuteur.ices engagés dans des initiatives d'aide alimentaire cherchent avant tout à remplir les ventres, pour ne pas « *laisser les gens mourir de faim* ». Parfois impliqués jusqu'au *burn-out*, certains activistes nous racontent leurs journées remplies jusqu'à en oublier de manger et les nuits agitées, à ressasser les expériences vécues par ces « migrants ». L'« accueil » des personnes exilées tel que mis en œuvre par les autorités publiques suscite un profond désaccord et fait écho à un sentiment plus global d'insatisfactions plurielles face à un « système » que ces mêmes activistes cherchent à changer. L'alimentation apparaît comme un des lieux où se manifeste l'inhospitalité publique (Fourat 2020) qui accentue les troubles de stress post-traumatique (Prieur, Dourgnon, Jusot, Marsaudon, Wittwer, Guillaume 2022), et comme une manière militante d'entrer en relation avec l'Autre (Gourdeau 2019) en performant des « solidarités » alimentaires visant à critiquer les manquements de l'Etat et tentant d'y pallier tant bien que mal. Dans un basculement de la *convivance* vers la *survivance* (Abélès 2006), s'engager aux côtés des personnes exilées dans un Etat qui affame (Doyen, Keyhani et Lécuyer 2018) au lieu d'accueillir, est aussi un moyen de réinventer ou réaffirmer sa présence au monde.

Les initiatives alimentaires et les fabriques de « solidarisation » au sein desquelles nous avons enquêté brassent un public large, tant en termes de profils des activistes (chrétiens du Pain de l'amitié, anarchistes de l'Athénée libertaire) que des « publics » visés par leurs actions. Notamment les personnes en situation de déplacement, « exilés », « réfugiés » ou « migrants » constituent rarement l'unique public<sup>8</sup> mais incarnent ces altérités aux prises avec les situations d'incertitudes les plus frappantes, du point de vue administratif, résidentiel, professionnel et alimentaire. Par

---

7 Valeria Siniscalchi, « Food activism » en Europe : changer de pratiques, changer de paradigmes », *Anthropology of food* [En ligne], S11 | 2015, mis en ligne le 05 novembre 2015, consulté le 10 août 2022. URL : <http://journals.openedition.org/aof/7920> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aof.7920>

8 Il est primordial de préciser ici que l'emploi de ces termes est loin de satisfaire la complexité des réalités qui se déploient sous nos yeux et avec nous. Fourre-tout, ces mots sont d'usage scabreux mais nous les utilisons ici sans arrière-pensée idéologique, plutôt pour caractériser une situation de déplacement et quête d'installation rendues difficiles par les politiques migratoires européennes et nationales actuelles.

l'alimentation, les hospitalités réinventées font acte de résistance (Scott 2009) au climat politique dominant ; mais peu agissent pour une économie alternative (Sinischalchi 2015).

Pour autant, force est de constater qu'un certain malaise émerge dans l'organisation de ce système alimentaire. Les bénévoles des Restos du Cœur à Sainte-Foy-La-Grande évoquent un sentiment honteux de « collaboration »<sup>9</sup> à un système agro-alimentaire qui s'enrichit sur le dos des plus précaires sans même leur permettre de « bien manger ». A Bordeaux, Patrick raconte être fatigué des distributions alimentaires qui ne permettent pas de nouer des liens avec les « personnes aidées », comme il les appelle, et trace une frontière stigmatisante entre « bénévoles » et « bénéficiaires ». Certaines initiatives cherchent le « faire ensemble » pour rompre avec les logiques d'assistanat sur lesquelles repose en partie l'aide alimentaire. Ainsi, les cuisines collectives suite aux expulsions de squats en 2019, dans lesquelles des personnes exilées co-fabrique la solidarité, empoignent le rôle de chefs et imposent, dans la négociation, la légitimité d'une « cuisine africaine » qui rompt avec celle qui domine au sein de l'aide alimentaire « classique ». Les Râteleurs proposent une forme de reconnexion entre mangeurs et processus de production par « le faire ensemble » autonome (cuisine et potagers) mais touchent très peu le « public migrant ».

La question de la « qualité », qu'elle soit au centre ou en périphérie de l'activisme alimentaire, qu'elle soit formulée ou non en ce terme, se pose finalement. En témoignent les initiatives (de cuisine collective, jardin potager, « auberge espagnole »...) et tentatives de bouleversement de l'ordre établi qui interrogent les « qualités » alimentaires dans toutes leurs dimensions et complexités. Porteur d'idéaux, de visions divergentes de société, de politique, mais aussi de morale, d'injonctions, le souci de la « qualité », comprise comme un construit et non comme un donné (Stanziani 2005), révèle selon les territoires, les associations et les individus, des conceptions différentes des questions migratoires et de l'accueil, que notre enquête permet de démêler. En contexte d'incertitude, que signifie apporter du « bien » ou du « bon » à manger à l'Autre, « étranger », vivant un racisme ordinaire voire « la menace de l'expulsion » (Le Courant 2022) ?

### Méthodologie employée

Notre travail anthropologique est basé sur une méthodologie dite « qualitative » qui inclut la participation observante dans de multiples espaces (publics et privés) où se déploient des scènes de la vie quotidienne autour des questions migratoires et alimentaires. Nous rencontrons des adultes, des familles, des mineurs non accompagnés, en situation de déplacement (« migrants »), autant que des personnes *établies* engagées à leurs côtés. Squats, associations d'aide alimentaire, jardins potagers, places publiques, centre d'accueil pour demandeur d'asile, « chez-soi » des uns et des autres... sont autant de lieux où nous passons du temps. Nous pratiquons une anthropologie embarquée (Dubey 2013) qui place nos relations subjectives personnelles au centre de notre réflexion. Les « conversations » informelles sont au cœur de notre immersion dans le terrain, accompagnées d'entretiens plus formels. En parallèle, nous faisons des retours réflexifs avec nos partenaires concrétisés par des réunions, l'organisation de forums hybrides et l'organisation d'un festival<sup>10</sup> à Sainte-Foy-La-Grande. Soucieuses de rendre la recherche accessible, nous nous appliquons à croiser science et créativité en coopérant avec des artistes et des personnes rencontrées sur le terrain. Expositions photographiques, film documentaire, podcasts, carte sensible, bande dessinée et coécriture sont autant de ressources dont nous nous sommes saisies pour diffuser les résultats de la recherche.

---

9 La « collaboration » est avec « la grande distribution » qui défiscalise ses « dons » dont ils dépendent, ainsi qu'avec une agriculture industrielle qui pollue et esclavagise la main d'œuvre immigrée qu'ils alimentent...

10 « Cuisines de rue, Cuisines d'ici venues d'ailleurs », 16-19 juin 2022.

## Résultats et perspectives : quelle intégration des exigences de « qualité » dans les dispositifs de solidarités alimentaires avec des migrants et migrantes ?

La question de « la qualité » alimentaire est liée à celle des précarisations et de la faim. Si l'article de Matthieu Duboys de Labarre et Chantal Crenn (2019) montre comment nous sommes passés, dans l'aide alimentaire, d'une politique de résorption de la faim à celle de la santé publique puis au souci « de qualité », notre enquête révèle que les initiatives d'aide alimentaire pendant les deux « crises » observées ont œuvré à la résorption de la faim. La « qualité » prend des apparences variables, traduisant souvent des préoccupations sanitaires ou sociales mais rarement environnementales (Les Râteleurs et Vrac sont parmi les rares associations à les placer au cœur de leurs actions).

Se saisir de la notion de « représentations tenues pour vraies » (Clément 2010)<sup>11</sup> peut être utile pour déchiffrer les rapports - subjectifs mais ancrés dans un contexte social, politique, historique et économique particulier - qu'entretiennent les individus à la notion (mouvante) de « qualité » alimentaire. Nombre de nos interlocuteur.ices n'ont pas la moindre idée des ressorts du système d'aide alimentaire dans lequel ils et elles sont pris (Paturel 2019)<sup>12</sup>. Pour certains, le modèle productiviste industriel post seconde Guerre Mondiale n'est pas à remettre en question. Le sentiment des bienfaits de cette industrie pour se nourrir et permettre à l'Autre de se nourrir agit comme un inhibiteur de critiques. Pourtant la dépendance à ce modèle révèle un malaise, comme ce fut le cas pour quelques bénévoles de l'aide alimentaire « classique » installés en milieu rural. Ils ont peut-être plus conscience qu'en ville d'être pris dans un étau à la fois matériel et idéologique, de leur position de dépendance aux supermarchés qui souvent ne « donnent » pas des aliments « de qualité ». Ils ont conscience qu'ils distribuent les rebuts de l'industrie agro-alimentaire à ces personnes migrantes qui participent au paysage agro-alimentaire français aux deux bouts de la chaîne : de la production à la consommation des rebuts. Politiques migratoires et agricoles se croisent sans que les liens entre les deux soient rendus visibles.

C'est probablement cette « croyance » en la qualité délivrée par l'industrie agroalimentaire qui pousse Patrick à défendre la « qualité » des fruits et légumes présents sur l'étal de l'association, mêlé au besoin de « sauver la face » : fournir un travail bénévole de plus de 40h par semaine et s'entendre dire que les aliments proposés ne sont pas « bons » serait dévastateur alors qu'il se représente « apporter le bien aux plus démunis », d'autant qu'il consomme lui-même ces produits. Les fruits et légumes, après avoir été triés, sont disposés sur les étals : les bénévoles mettent tout en œuvre pour les rendre présentables, tels des produits de premiers choix (c'est sûrement ce qui explique la quantité de fruits et légumes jetés par l'association pour effacer la moindre trace qui trahirait leur appartenance à la catégorie de rebut). Patrick explique comment il souhaite permettre une « consommation normale », « faire ses courses » et rompre avec la figure du « bénéficiaire ». La normalité - ici un aspect de la qualité – est ainsi incarnée par le supermarché.

La qualité s'étend au-delà de l'aliment lui-même vers ce qui peut naître en termes de relations à partir et autour de cet aliment : relations interindividuelles, à soi, à l'Autre, à la terre, aux moments de convivialités, d'« en-partage alimentaire » (Crenn 2020). En témoignent la création et animation d'un jardin partagé, ateliers cuisine et repas partagés, particulièrement destinés au « public migrant ». Ainsi les bénévoles, sensibles aux déboires migratoires, désirent apporter un soin particulier à ces Autres, car une telle précarité pourrait un jour « nous arriver ». Repenser l'alimentation qui compose l'aide alimentaire apparaît alors secondaire : l'essentiel est de nourrir ces

---

11 Fabrice Clément, « De la nature des croyances collectives », *L'Année sociologique*, 2010/1 (Vol. 60), p. 63-91. DOI : 10.3917/anso.101.0063. URL : <https://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2010-1-page-63.htm>

12 Paturel Dominique. « Le droit à l'alimentation durable, un nouveau droit ? », *Forum*, vol. 158, no. 3, 2019, pp. 36-44.

personnes qui ont déjà suffisamment souffert et sont mal accueillies, tout en leur proposant de cocréer un en-partage (en devenant bénévole, en cuisinant et mangeant ensemble...) et ainsi affirmer une position militante sur la scène politique des migrations. Il s'agit de réinventer les pratiques « solidaires », faire de l'alimentation un outil de rencontre et un vecteur de vivre ensemble, permettant au groupe ainsi formé de se créer une identité commune : ici les bénévoles du Secours Populaire, que l'on retrouve – dans des termes différents – au sein d'autres initiatives liant solidarité, alimentation et migration.

Apporter du « bien », du « bon » aux Autres via l'alimentation nous renvoie au texte de Judith Guthman « *Bringing good food to others* » (2008) qui interroge la place de ces « Autres » dans le paysage agri-alimentaire global et, au-delà, dans la société dans son ensemble, à travers le prisme des relations interraciales et le racisme systémique. Impossible de comprendre la question de la qualité alimentaire indépendamment de la place des migrants dans la production agricole (et leur vulnérabilité au contact exacerbé avec les pesticides) et la restauration. Pourtant rares sont nos interlocuteurs qui pensent le système alimentaire dans son ensemble et le questionnent, même celles et ceux engagés au sein d'initiatives tournées vers la production alimentaire autonome. Il apparaît difficile d'envisager la place faite aux migrants dans notre société sans tenir compte localement du système agricole à l'intérieur duquel ces « Autres » jouent un rôle majeur mais caché.

Apporter du « bon » ou du « bien » par l'alimentation implique de considérer l'aspect subjectif et construit des « qualités » (chez les personnes bénévoles de l'aide alimentaire et plus largement les personnes engagées, autant que chez les personnes exilées – qui peuvent être elles-mêmes engagées !) sans quoi le risque de déboucher sur une injonction supplémentaire, renvoyant ces Autres à leur position subalterne, semble inévitable. C'est d'ailleurs ce qui se produit de manière récurrente. Les « migrants » sont souvent perçus comme mangeant mal : trop gras, trop sucré, trop salé, pas assez diversifié. Ceci témoigne de la complexité de la construction du « bon » et son caractère mouvant, en même temps que des rapports hiérarchiques liés au pouvoir d'indiquer et (tenter) d'imposer le « bon goût » et les « bonnes pratiques » à ceux et celles considérés comme des personnes à éduquer.

Adopter la position d'ignorants attentifs nous semble fructueuse : elle permet de questionner le système alimentaire dans son ensemble tout en étant attentif aux pratiques et stratégies que les personnes mettent en place autour de l'alimentation pour créer du « bon ». Ainsi la « qualité » peut aussi signifier retrouver des goûts évoquant le « chez-soi », témoignant de processus d'identification, d'appartenance...

La question de la qualité doit être considérée au pluriel. Si elle embrasse tout autant des enjeux sociaux et environnementaux, elle ne peut, surtout en contexte de migrations et de durcissement des politiques migratoires, et considérant la manière dont la production agricole repose historiquement sur la force de travail de personnes racisées, être considérée en dehors de la question du racisme. Si nous devons raisonner en termes de « justice », pour suivre les auteures ayant déjà travaillé ces questions, nous dirons que les enjeux de justice alimentaire (et même agri-alimentaire) ne peuvent être pensés sans ceux de justice raciale et également sociale et environnementale<sup>13</sup>. La question de l'accès à une alimentation « de qualité » doit prendre en considération l'ensemble du *foodscape* et questionner les places que chacun et chacune y occupent, au prisme des questions écologiques, des vulnérabilités, des migrations, de la faim, mais aussi des croyances.

---

13 Voir notamment : Slocum, Cadieux et Blumberg, 2016 ; Guthman 2008 ; Sbicca, 2018 ; Hammelman, Reynolds and Levkoe, 2020 ; Horst, McClintock, Baysse-Lainé, Darly, Paddeu, Perrin, Reynolds, Soulard, 2021